

**PROCÈS DE L'AFFAIRE
ACHOUR ABDERRAHMANE**

**Le rapport qui
ébranle la DGSN**

Le procès de l'affaire Achour Abderrahmane a débuté hier à la cour d'Alger. Un premier procès où sont impliqués deux hauts cadres de la Sûreté nationale. Il s'agit de l'ex-chef de Sûreté de wilaya de Tipasa et du chef de service de la police judiciaire relevant de la même juridiction. Le procès, qui s'est poursuivi tard dans la soirée, est annonciateur d'un autre tout aussi important prévu le 16 du même mois. Le procès, dont les débats n'ont commencé que vers 14h30 min, a été précédé par la lecture d'un volumineux arrêt de renvoi de 300 pages. Il a fallu plus d'une heure trente minutes pour que le greffier finisse la lecture du document.

Un document qui a mis en évidence la «grande complicité» dont avait bénéficié Achour Abderrahmane. Une complicité dont la chambre d'accusation a reconnu coupables deux haut gradés de la Sûreté nationale au sein de la Sûreté de la wilaya de Tipaza au moment des faits. Bessai Hacène, ex-chef de service de la police judiciaire et commissaire principal, avait toutes les difficultés pour convaincre le président du tribunal criminel quant à la justesse de son acte. Après avoir expliqué au juge les circonstances du déclenchement de l'affaire et du contenu du rapport expédié au procureur de la République de Koléa, il a tenté de justifier la démarche initiée dans l'expédition d'une copie de ce même rapport à la Direction générale de la Sûreté nationale. «C'était un jeudi de l'année 2005. Je me trouvais dans mon service lorsque mon adjoint m'avait informé que notre ex-patron, M. Zouai, nous demandait de faxer une copie du rapport à la DGSN. Mon adjoint m'avait fait savoir que M. Zouai se trouvait dans le cabinet du patron (Ali Tounsi, Ndlr). Suite à ça, j'ai agi conformément à cette instruction.»

Suite à cela, le président du tribunal lui demande pourquoi avoir changé l'intitulé de l'expéditeur et la signature du document. «Il s'agit d'une correspondance interne, d'autant que j'étais le plus gradé du service. J'avais l'habitude de fonctionner de la même manière», explique Bessai. Le président, peu convaincu des réponses du prévenu, tente d'arracher des aveux. De son côté, l'avocat général demande à l'ex-chef de service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Tipasa le pourquoi du non-respect de la hiérarchie. «Si vos responsables de la DGSN voulaient avoir des informations sur cette affaire, ils auraient saisi votre responsable hiérarchique, soit le remplaçant de M. Zouai et non pas celui-ci qui se trouve à la tête de la Sûreté de wilaya d'Oran», lui rétorque le représentant du ministère public. Bessai use des mêmes arguments : «Je ne connais pas Achour Abderrahmane et je n'ai même pas pris un verre d'eau avec lui, lui qui est considéré comme un milliardaire.» Le magistrat le rappelle à l'ordre. Place aux avocats de la défense. M. Khaled Bourayou prend la parole et pose des questions à son client. Le procès entame sa quatrième heure. Il se poursuivra tard dans la soirée. Rappelons que l'affaire a fait couler beaucoup d'encre eu égard aux complicités dont a bénéficié Achour Abderrahmane auprès, non seulement des banquiers, mais aussi des hauts cadres de la Sûreté nationale, qui l'ont couvert et aidé à quitter le territoire national en direction du Maroc, d'où il a été extradé, une année plus tard, alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt. C'est, en fait, un document établi par la police pour le blanchir des faits qui lui sont reprochés et au moyen duquel Achour Abderrahmane a tenté de se défendre au Maroc contre son extradition, qui a été à l'origine de l'enquête de la Sûreté nationale.

Abder Bettache

MOUSSA BENHAMADI L'A AFFIRMÉ

Vers la gratuité du téléphone fixe

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Les Afriques, le Président-directeur général d'Algérie Télécom estime que la gratuité des communications téléphoniques est aujourd'hui une «option essentielle». Pour Moussa Benhamadi, le manque à gagner engendré par cette prestation pourrait être amorti grâce à l'Internet haut débit.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «L'accès téléphonique gratuit à l'abonné est une option essentielle. Si on ne parvient pas à offrir cet accès gratuit, on risque d'en payer le prix», a indiqué le P-dg d'Algérie Télécom dans un entretien publié par *Les Afriques*.

Selon Moussa Benhamadi, la solution pour pallier le manque à gagner de la téléphonie gratuite passe par le développement de l'Internet haut débit.

«Il faudrait arriver à financer le manque à gagner de la téléphonie fixe par l'accès à Internet haut débit (...) Nous sommes en cours de migra-

tion de notre réseau téléphonique classique vers le réseau IP, il faut préparer l'avenir.

Nous avons lancé, également, une opération qui permet à tout citoyen de récupérer une ligne fixe qu'il a résiliée, en contrepartie d'un abonnement Internet gratuit pendant une année», a-t-il souligné.

Benhamadi reste toutefois confiant, estimant qu'aucun opérateur ne peut rivaliser avec Algérie Télécom en matière de téléphonie fixe. Pour lui, la vente d'une nouvelle licence fixe est inutile.

«Une deuxième licence fixe en Algérie n'est plus viable.

Aucun opérateur ne peut rivaliser sur notre marché avec Algérie Télécom, qui dispose d'un réseau très important.»

Il reconnaîtra toutefois que son entreprise perd des sommes considérables à l'international sur le réseau de téléphonie IP (via Internet). «C'est du vol, beaucoup de trafic téléphonique qui devait revenir à l'Algérie a été détourné. En juin 2008, 16 millions de minutes ont été comptabilisées contre 30 millions en juin 2009.

On a pu, donc, récupérer 14 millions de minutes en l'espace d'une année. La Banque d'Algérie, en tant qu'institution chargée du rapatriement des devises, perd beaucoup d'argent dans ce trafic gris (...). Nous perdons au moins 10 millions de dinars par mois sur la base d'un prix de 5 DA la minute.»

En plus des pertes financières, la téléphonie sur IP poserait également des problèmes d'ordre sécuritaire.

«Ce trafic peut être un moyen de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou du banditisme. Cela pénalise l'économie nationale et pose des problèmes de sécurité».

Revenant sur le litige qui oppose Algérie Télécom à l'Eepad, Benhamadi a indiqué que l'opérateur privé n'avait versé que 50 millions de dinars au lieu des 430 millions de dinars prévus initialement. «Il n'est plus de notre ressort d'accorder un échéancier supplémentaire à l'Eepad. Le 26 mai 2009, l'Eepad n'a présenté qu'un chèque de 50 millions de dinars sans s'acquitter des 430 millions de dinars prévus dans le dernier échéancier».

T. H.

NOM DE DOMAINE INTERNET «.DZ»

**Comment encourager
l'hébergement sous ce site ?**

Sur les 45 000 sites web algériens, seuls 2 380 sont enregistrés sous le nom de domaine «.DZ». Comment convaincre les clients hébergés à l'étranger de s'enregistrer en «.DZ»? Mais surtout comment développer ce nom de domaine ? C'est la problématique posée par le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist), qui a organisé, hier, une journée d'information sur les noms de domaines Internet «.DZ».

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Faible débit, manque de fiabilité, et souvent le site recherché n'est pas accessible. «Se mettre en ligne» est compliqué notamment quand il s'agit du site «.DZ».

C'est ce qu'ont soutenu les directeurs d'institutions et d'administrations qui se sont exprimés, hier, lors de la journée d'information sur le nom de domaine Internet «.DZ».

Ces derniers estiment que si les administrations ou les citoyens préfèrent surfer sur des sites étrangers, au lieu du site national «.DZ», c'est parce que ce dernier présente beaucoup de contraintes.

L'Algérie a-t-elle fonctionné en marge de cette révolution ? Oui, d'après le président de l'association des providers, M. Kahlene.

Ce dernier dira que l'Algérie est, très loin, derrière la Tunisie et le Maroc dans ce domaine. Ainsi au moment où le premier compte près de 13 000 sites web et le second quelque 50 000 à 60 000 sites, dans notre pays on ne dénombre que 2 380 sites sous une identité nationale.

Comment promouvoir ce nom de domaine ? M. Kahlene, qui a appelé l'ensemble des institutions concernées à s'impliquer davantage dans le développe-

ment du contenu, dira qu'il faudra pour une première étape proposer aux clients dont les sites sont hébergés à l'étranger que sans les rapatrier, ils peuvent les doubler avec une identité nationale.

«De la sorte, nous arriverons à doubler le nombre d'enregistrement, sous le nom .DZ», a-t-il estimé.

De son côté M^{me} El Maouhab, directrice de la Division réseaux au Cerist, dira que les outils existent pour le développement et la promotion de ce nom de domaine.

«Il faut se mettre autour d'une table pour dire ce qu'il faut faire», a-t-elle proposé. La présidente de l'Autorité de régulation de la Poste et des télécommunications estime qu'il faut une campagne de sensibilisation «plus agressive» et réfléchir à alléger les procédures d'acquisition du «.DZ».

S. A.

BERRIANE

Une ville condamnée à la violence ?

Berriane ne peut-elle donc pas se sortir du guépier des violences intercommunautaires, de la violence tout court ? La cohabitation intercommunautaire et interconfessionnelle dans cette ville, érigée aux portes du désert, depuis fort longtemps, résiste mal au défilement du temps. L'émeute juvénile semble y avoir trouvé un creuset où s'épanouir.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - La violence à Berriane, jadis bourgade paisible, joue à présent à surprendre à chaque fois qu'est entretenu l'espoir d'une sérénité et d'un calme durablement instaurés. Tout, dans cette ville, sert de combustible à la violence. Les deuils comme les liesses de joie.

Dimanche 7 juin, à la fin du match de football que la sélection nationale a livré au Onze égyptien, jeunes Mozabites et jeunes Chaâmbis, sortis fêter — séparé-

ment — la victoire, ont failli relancer les affrontements. Ç'aurait été le cas, n'était l'intervention diligente des services de sécurité. Mais deux jours après, comme si Berriane est condamnée à vivre l'émeute cyclique, les échauffourées, d'une rare violence, ont opposé jeunes Chaâmbis aux gendarmes, déployés en cordons de sécurité pour éviter les affrontements intercommunautaires. Les affrontements ont duré jusqu'à jeudi. Selon les comptes-rendus de la presse, pas

moins de trente gendarmes ont été blessés. C'est dire la force de ces violences. Dans le camp des émeutiers, il est fait état d'une cinquantaine d'interpellations. Quarante-deux personnes ont été présentées hier au parquet de Berriane.

Berriane, ce jour, s'est retenue de cracher un surplus de violence. Le calme a régné. Un calme précaire, cependant. Car il suffit d'un rien pour que ça s'embrase de nouveau. La feuille de route, entérinée par les notabilités des deux communautés sous l'égide du wali de Ghardaïa, s'avère inopérante. Preuve qu'elle a été pensée dans la précipitation que dictaient, alors, les préoccupations électorales. «Il est vrai que le wali et les notables des deux communau-

tés ont signé une feuille de route. Mais celle-ci ne semble pas endiguer les violences, car les populations, d'un côté, comme de l'autre, ne s'y reconnaissent pas», explique ce jeune Mozabite que ces violences ulcèrent. La solution, alors ? Il doit bien y avoir un moyen d'arracher Berriane à ce magma de querelles, de haines et de violences. Pour le moment, on assiste à un échange d'accusations entre le Front des forces socialistes et le ministre délégué chargé des Collectivités locales.

Chacune des deux parties accuse l'autre d'attiser le feu de la violence. Avant-hier, au Sénat, Ould Kablia Dahou a accusé franchement le FFS d'être l'instigateur des

échauffourées de mardi et mercredi derniers. Cette affirmation de Ould Kablia est venue en réplique aux déclarations du FFS qui a accusé les autorités d'orchestrer une répression contre les militants du parti dans la région.

Sans prendre parti dans cette querelle qui sent le relent politicien, il y a lieu, peut-être, de rappeler que les violences intercommunautaires à Berriane ne datent pas de l'an passé. La mémoire retient encore les sanglants affrontements de 1985. C'est à partir de là que les haines se sont sédimentées. Inéluctablement, c'est cette sédimentation qui fournit le combustible qui brûle aujourd'hui à la moindre étincelle.

S. A. I.